

Son chef, M. Turner, lui a promis, en fin de semaine, un ministère. A ce jour, il a promis 72 postes de ministres et la campagne électorale n'est pas commencée. Cependant, c'est assuré que 22 députés libéraux qui siègent ici aujourd'hui, monsieur le Président, et qui trahissent et contestent leur chef ne deviendront jamais ministre, selon M. Turner. La colère gronde de plus belle dans les rangs libéraux fédéraux.

* * *

LE LIBRE-ÉCHANGE

LA POSITION DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DES CONSOMMATEURS DU QUÉBEC

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, pour être plus sérieux, contrairement au député conservateur... La Fédération nationale des Associations des consommateurs du Québec qui, en mai 1987, appuyait le gouvernement dans son Accord de libre-échange, parce qu'à ce moment-là, elle croyait que les consommateurs épargneraient de l'argent, a annoncé hier qu'elle retirait son appui et elle a déclaré que cet Accord de libre-échange est un «citron».

Premièrement, c'est un «citron» suite aux études qu'elle a effectuées, à savoir que les consommateurs vont maintenant payer plus cher avec cet Accord de libre-échange. Deuxièmement, c'est que la population du Québec et du Canada en entier n'est pas assurée d'avoir des tarifs réduits d'électricité et de téléphone, comme on en a présentement. Troisièmement, l'Association des consommateurs du Québec se demande qui va payer les 2 milliards de dollars qu'ils vont perdre en revenus. L'Association des consommateurs demande aux gens d'être contre l'Accord de libre-échange signé par le premier ministre du Canada.

* * *

LES ÉLECTIONS PARTIELLES

LA CIRCONSCRIPTION DE LAC-SAINT-JEAN—LE CANDIDAT LIBÉRAL

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, M. Gimaiel est à l'image du parti libéral fédéral, un homme sans idées politiques, sans philosophie politique, sans orientation politique, un irresponsable qui recherche le pouvoir pour le pouvoir, c'est-à-dire que tous les moyens sont bons pour arriver à sa fin qui est le pouvoir.

M. Gimaiel, à qui on a déjà promis un ministère, va tout comme son parti décider, si jamais on lui permet de le faire, en fonction des sondages, des pressions qu'il peut recevoir de droite ou de gauche, de l'Ouest ou de l'Est, de l'intérieur ou de l'extérieur du pays.

M. le chef de l'Opposition et son «bras droit», au Québec, n'avaient sûrement pas pris note de cette déclaration avant de le forcer à être candidat pour défendre ce qui reste de ce parti divisé en plusieurs factions.

Article 21 du Règlement

Cependant, à compter du moment où vous êtes informé du danger politique que représente ce candidat totalement irresponsable, vous vous devez donc d'exiger le retrait de la candidature de M. Gimaiel, sans quoi la population devra conclure que ce candidat est vraiment à l'image du parti libéral du Canada.

* * *

[Traduction]

L'ÉDUCATION

LA RECONSTRUCTION DU COLLÈGE MATHIEU À GRAVELBOURG (SASK.)—ON DEMANDE L'AIDE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, pendant le week-end, le collège Mathieu de Gravelbourg, en Saskatchewan, a été presque entièrement détruit par le feu. C'est le seul pensionnat francophone de l'ouest. Il rend des services importants à la population de Gravelbourg et à tous les francophones de l'ouest de notre pays. Son importance est reconnue en partie par le fait qu'il a été désigné comme site historique de la Saskatchewan.

Les directeurs du collège Mathieu ont déjà reçu l'assurance que des fonds provinciaux seraient versés en vue de la reconstruction de l'école, mais ce n'est pas suffisant. Il en faut davantage et dès maintenant.

Au cours des dernières semaines, le premier ministre (M. Mulroney), le ministre de la Justice (M. Hnatyshyn), le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. McKnight) et d'autres ministres fédéraux ont promis que les francophones de la Saskatchewan recevraient un appui important de la part du gouvernement fédéral. J'estime qu'une offre immédiate de fonds destinés à la reconstruction du collège témoignerait de la sincérité du premier ministre et de ses collègues.

* * *

● (1415)

LES JEUNES

LA PROPORTION DE DÉCROCHEURS AU NIVEAU SECONDAIRE

M. John Gormley (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, je crois personnellement que les Canadiens doivent se concerter pour combattre le chômage chez les jeunes.

Notre ministre d'Etat à la Jeunesse (M. Charest) a parlé dernièrement d'une politique de la jeunesse. Il faut le soutenir dans ses efforts pour faire de ce projet une priorité nationale.

Même si le taux de chômage chez les jeunes est tombé de 18 à 12 p. 100, nous arrivons deuxième parmi les pays industrialisés pour la proportion de décrocheurs au niveau secondaire, qui est d'environ 30 p. 100 actuellement.